

10 septembre 2010

**Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie  
sur les tarifs et conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz naturel\*.**

**Question 1 :**

Etes-vous favorable à la fusion des zones Nord H et Nord B au 1<sup>er</sup> avril 2013 ?

**Réponse :**

L'AFG est convaincue que la constitution d'un marché unique de l'énergie où le gaz, tout comme l'électricité, circule librement est un facteur de meilleure efficacité économique et renforce la sécurité énergétique. La concentration des échanges sur un PEG Nord unique répond à ce principe. Cependant, l'optimisation du fonctionnement de la zone ne doit pas éviter au secteur gazier de s'interroger sur le bilan coût-efficacité de chaque variante de projet tant sur le court que sur le long terme.

La CRE reconnaît en effet que « les règles opérationnelles et contractuelles permettant d'assurer à tout moment l'équilibre physique du réseau de gaz B » nécessitent encore des réflexions en concertation entre les acteurs de marché. Ces réflexions doivent bien prendre en compte aussi le bilan économique global des différentes variantes afin de s'assurer que les évolutions décidées seront au final positives pour les consommateurs.

**Question 2 :**

Etes-vous favorable à la mutualisation totale du coût de conversion du gaz H en gaz B (service base uniquement) dès le 1<sup>er</sup> avril 2011 ?

**Réponse :**

La mutualisation des coûts de conversion du gaz H en gaz B ne peut intervenir que si elle est conforme à l'intérêt général et qu'elle ne fait pas supporter par une collectivité plus large les charges générées par des besoins spécifiques.

---

*(\*) EDF ne s'associe pas à cette position.*

**Question 3\*\* :**

Quels enseignements tirez-vous des résultats de l'étude réseau menée par GRTgaz et TIGF ?

Réponse :

Dans un premier temps, il convient de souligner l'atout que constitue la collaboration des deux GRT sur la base d'un modèle commun d'analyse du réseau pour la compréhension du fonctionnement du marché.

L'AFG retient de la lecture de l'étude réseau menée par TIGF et GRTgaz que les cas de dépassement de capacités physiques sont extrêmement rares à l'horizon 2013. Les travaux d'étude doivent cependant se poursuivre afin de prendre en compte les évolutions récentes du programme d'investissement de GRT gaz, et de cerner l'état des réseaux sur les périodes 2015 et au-delà.

**Question 4\*\* :**

Etes-vous favorable à une diminution du terme tarifaire à l'interface entre les zones TIGF et GRTgaz Sud au 1<sup>er</sup> avril 2011, si la création d'une place de marché unique au 1<sup>er</sup> avril 2013 est retenue ?

Réponse :

S'il faut diminuer le terme tarifaire à l'interface entre les zones TIGF et GRTgaz Sud, cette diminution doit être effectuée avec soin. Il faut en outre veiller à ce que son report soit réparti de façon équilibrée sur les termes tarifaires proposés dans le document de consultation afin d'éviter de générer tout effet indésirable. L'AFG souligne qu'il est toutefois nécessaire de s'assurer que les conditions sont réunies pour créer une place de marché unique à cette date.

**Question 5 :**

Etes-vous favorable aux autres évolutions de la structure tarifaire envisagées ?

Réponse :

L'AFG est favorable au maintien de la péréquation des tarifs aux points d'entrée terrestre français.

Concernant les tarifs et règles tarifaires aux interfaces stockages, l'AFG n'est pas opposée à ce que le système évolue.

L'AFG n'a pas d'objection à l'évolution proposée sur les règles tarifaires applicables à l'interface avec les terminaux méthaniers pour tout projet de développement des capacités d'entrée sur les réseaux de transport à partir d'un terminal méthanier. En effet, l'obligation imposée à l'opérateur du terminal de compenser financièrement le GRT si l'intégralité des capacités d'entrée développées à sa demande n'était pas souscrite par les expéditeurs utilisant le terminal méthanier est de nature à clarifier les responsabilités des acteurs et sécuriser les investissements du GRT.

**Question 6 :**

Quelle est votre analyse du service de flexibilité infra-journalière proposé par GRTgaz ?

Réponse :

Un certain nombre de clarifications paraissent en effet nécessaires.

-----  
(\*\*) Total ne s'associe pas aux réponses 3 et 4.

Faut-il faire la distinction entre la modulation liée aux clients historiques et celle qui sera nécessaire aux nouveaux sites, et déduire en conséquence des coûts de flexibilité différents, telle qu'elle a été proposée par GRTgaz ? Ou faudrait-il raisonner sur une approche globale des besoins de flexibilité à la fois pour les clients historiques et pour les nouveaux sites ?

Du fait du développement prévisible des CCG, les systèmes électrique et gazier seront devenus de plus en plus interdépendants. Il est par conséquent souhaitable d'examiner la compatibilité opérationnelle entre les services de flexibilité proposés par GRTgaz et les contraintes d'exploitation du système électrique. Ces aspects pourraient être utilement examinés par les gestionnaires de réseaux électrique et gaziers pour ajuster leurs règles de fonctionnement respectives en vue de réaliser un meilleur optimum collectif.

**Question 7 :**

Etes-vous favorable à la répercussion des coûts supplémentaires liés à la flexibilité infra-journalière aux sites fortement modulés à travers un service spécifique ?

**Réponse :**

La mise en œuvre d'installations de consommation fortement modulées telles que notamment les centrales à cycle combiné entraîne des coûts supplémentaires liés aux besoins en flexibilité intra-journalière. S'il est par principe souhaitable de traduire ces surcoûts en signaux tarifaires, la mise en place éventuelle d'un service spécifique ne doit pas remettre en cause la rentabilité des investissements en service ou déjà décidés. De plus, les modalités de son éventuel déploiement doivent laisser ouverte la possibilité d'en faire évoluer les caractéristiques sur la base des retours d'expérience.

**Question 8 :**

Que pensez-vous du seuil de 0,8 GWh de volume modulé journalier moyen proposé par GRTgaz pour l'application du service de flexibilité infra-journalière ?

**Réponse :**

Ce seuil introduit une différence de traitement entre les sites fortement modulés en infra-journalier et les autres catégories de consommateurs. Il introduit en outre une discontinuité tarifaire difficilement justifiable. Si la mise en place d'un tel seuil était malgré tout décidée, il faudrait démontrer qu'il constitue le meilleur compromis et faire en sorte qu'au moins le stock en conduite soit mutualisé.

**Question 9 :**

Quelle est votre analyse du service de flexibilité infra-journalière envisagé par la CRE ?

**Réponse :**

Si le service de flexibilité envisagé par la CRE devait être retenu, il doit s'appliquer de façon non discriminatoire aux clients modulés sur le réseau afin de leur permettre d'adapter leurs décisions par rapport à ce signal prix. En tout état de cause, il conviendrait de privilégier un système dans lequel les coûts fixes et le montant du service seraient minimisés afin de limiter les impacts sur la rentabilité des investissements en service et de ne pas empêcher de futurs investissements, en particulier dans le domaine de la production d'électricité.

**Question 10 :**

Etes-vous favorable à la définition de deux services distincts, un service de flexibilité infra-journalière pour la programmation la veille pour le lendemain et un service pour les renominations en cours de journée ?

Réponse :

La nécessité des deux services distincts proposés devrait être examinée à la lumière des travaux conjoints entre les gestionnaires de réseaux électrique et gaziers tels que nous préconisons dans notre réponse à la question 6.

**Question 11 :**

Que pensez-vous de la proposition de GRTgaz concernant l'évolution du système d'équilibrage sur son réseau de transport ?

Réponse :

L'AFG considère que les évolutions proposées, fondées principalement sur le recours au marché est de nature à rationaliser le système. L'effort en faveur de l'amélioration de la qualité, du flux et de la fiabilité des informations fournies par GRTgaz aux expéditeurs doit être poursuivi pour permettre aux utilisateurs des réseaux d'élaborer de meilleures estimations.

**Question 12 :**

Que pensez-vous de la position de TIGF concernant le système d'équilibrage sur son réseau de transport ?

Réponse :

Les règles d'équilibrage existantes sur le réseau de transport TIGF semblent satisfaire les expéditeurs, toutefois la réponse définitive à cette question dépend du modèle de marché qui sera retenu dans le Sud de la France.

**Question 13 :**

Avez-vous d'autres remarques ou propositions ? RAS

**Nota :** L'évolution des systèmes d'équilibrage des zones TIGF et GRTgaz doit se faire de façon harmonisée.